

COURS – Comment les agents économiques se financent-ils ?

I. Comment les ménages financent-ils leurs dépenses ?

Les agents économiques auxquels nous allons nous intéresser ici sont les ménages, les entreprises et l'État.

Nous avons toutes et tous des besoins de financement. On dit d'un **ménage**¹, quel qu'il soit, consomme. Pour consommer, les ménages consomment avec leur **revenu disponible**. Il est le résultat de :

- **Revenus primaires...**
 - o revenus du travail (salaires)
 - o de revenus mixtes (revenus d'activité non salariée)
 - o et de revenus de propriété (revenus immobiliers, placements financiers...)
 - ... auxquels nous :
 - o retranchons les **cotisations sociales**, le paiement des **impôts** et des **taxes**
 - o ajoutons des prestations sociales ou **revenus de transfert** (allocations familiales, logement, minima sociaux...)
- Ce calcul nous donne le **revenu disponible**.

Le revenu disponible est donc le revenu directement disponible et à la disposition du ménage. Il est donc prêt à être utilisé pour consommer. Ce revenu se répartit entre :

- **consommation** : elle permet l'achat de biens et services mais aussi d'emprunter (sous forme de crédits ou d'émissions de titres comme les **obligations**²).
- et **épargne** : elle permet de faire face à un risque, à une dépense importante prévue (achat d'une voiture, d'une maison...) ou encore de valoriser son patrimoine.

En règle générale, il existe un déséquilibre entre les montants à investir et les montants épargnés qui permet de distinguer 2 grandes types de profils :

- Les agents à **capacité de financement** sont des agents dont les revenus sont supérieurs aux dépenses.
- Les agents en **besoin de financement** sont les agents dont les dépenses sont supérieures aux revenus.

Toutefois, on constate des différences entre les ménages selon le niveau de vie : plus le niveau de vie est élevé plus le montant épargné est important. Bien entendu, les ménages, pris individuellement, ne sont pas tous en capacité de financement. Le raisonnement se fait ici à l'échelle macroéconomique.

¹ **Ménage** : unité composée des habitants d'un même logement. Les membres d'un même logement n'appartiennent pas forcément à la même famille. Un ménage peut être composé d'une seule personne

² **Obligations** : titre de dettes permettant de percevoir des taux d'intérêt. Acheter une obligation revient à acheter la dette d'un individu en besoin de financement.

COURS – Comment les agents économiques se financent-ils ?

I. Comment les entreprises se financent-elles ?

En règle générale, les entreprises sont en besoin de financement car elles ont rarement les liquidités suffisantes pour assurer leur développement via **l'autofinancement**. On dit qu'elles sont alors en **déficit**. Contrairement aux ménages, elles ne consomment pas, elles **investissent**. Les liquidités (la monnaie) dont elle dispose est ce que l'on appelle **l'Excédent Brut d'Exploitation**. Il correspond à la valeur ajoutée (autrement dit, le profit) réellement générée. La **valeur ajoutée** (VA) est le résultat de la différence entre le **chiffre d'affaires** (CA) et les **consommations intermédiaires** (CI : ce sont les coûts fixes comme les salaires ou les matières premières). On a donc :

$$VA = CA - CI$$

Afin de faire en sorte que les prêteurs et les emprunteurs échangent, les économistes supposent que ceux-ci se rencontrent sur un marché, le **marché des fonds prêtables**³. Ainsi, durant la durée du crédit accordé à l'emprunteur, le prêteur renonce à la liquidité de son argent et à la possibilité de l'utiliser. Il prend également le risque de ne pas être remboursé. Le **taux d'intérêt**⁴, qui correspond alors à la rémunération du prêteur, est le prix du renoncement à la liquidité.

Lorsqu'une entreprise se développe, elle finit par avoir besoin de fonds supplémentaires. Si :

- elle dispose de ressources nécessaires accumulées au fil des années, (**l'excédent brut d'exploitation**) : on appelle cela **l'autofinancement**⁵,
- elle ne dispose pas des ressources nécessaires, elle doit se financer ailleurs : on appelle cela le **financement externe**⁶. Elles peuvent se financer, soit :
 - auprès d'un intermédiaire (banques : c'est le **financement externe indirect (ou financement intermédié)**). Il s'agit ici d'avoir recours au crédit. Le coût supporté par l'entreprise est le **taux d'intérêt**⁷. C'est une source principale de financement pour les petites et moyennes entreprises. Par exemple, si une entreprise décide de demander un crédit de 10 millions d'euros avec un taux d'intérêt de 2%, elle devra alors rembourser (sur le moyen/long terme) les 10 millions d'euros + 2% (c'est-à-dire 200 000 € de plus). Ce prix sera d'autant plus élevé que le risque de crédit, autrement dit le risque de non-remboursement ou de report de l'échéance, est grand. La durée du crédit augmente le taux d'intérêt : plus la durée est longue, plus le risque de crédit est élevé, plus le taux d'intérêt sera lui-même élevé.

³ **Marché des fonds prêtables** : lieu virtuel où se rencontrent les agents en besoin de financement qui viennent chercher des fonds et les agents en capacité de financement qui viennent prêter des fonds grâce à leur épargne.

⁴ **Taux d'intérêt** : rémunération d'un prêt d'argent effectué entre deux agents économiques. La somme qui doit être remboursée est donc la somme du capital emprunté et des intérêts.

⁵ **Autofinancement** : financement interne, c'est la capacité d'une entreprise à financer ses investissements avec son épargne accumulée à partir de l'EBE.

⁶ **Financement externe** : financement d'un investissement par des fonds et capitaux fournis par d'autres agents économiques (banques ou marchés financiers)

⁷ **Taux d'intérêt** : prix payé par l'emprunteur pour rémunérer le prêteur. Il s'agit d'un pourcentage de la somme empruntée qui est payée en plus du remboursement du crédit.

COURS – Comment les agents économiques se financent-ils ?

- auprès des marchés financiers : c'est le **financement externe direct**. C'est un moyen de financement important pour les grandes entreprises. Il s'agit ici d'émettre des **actions**⁸ ou des **obligations**, mode de financement moins coûteux que le crédit bancaire. Cependant, il n'est pas sans risque. Prenons l'exemple d'une entreprise qui décide de placer une action sur un marché financier (La Bourse) : cette action est une part d'entreprise qui peut être achetée par un agent en capacité de financement. L'achat de cette action permet à l'entreprise de percevoir des liquidités nécessaires à son développement. À l'acheteur, l'action lui permettra d'être propriétaire d'une part de l'entreprise et de percevoir des **dividendes**. Admettons que cette part soit de 1% : si c'est le cas, cela signifie qu'à chaque fois que l'entreprise générera un bénéfice de 1 million d'euros, l'acheteur percevra 10 000€. Attention : cela marche dans les deux sens. Si l'entreprise perd de l'argent, l'acheteur de l'action en perd également.

Bien entendu, il ne faut toutefois pas en déduire que toutes les entreprises prises individuellement ont des déficits.

⁸ **Action** : titre de propriété d'une partie du capital de l'entreprise qui permet à l'investisseur de percevoir des dividendes en fonction des bénéfices de l'entreprise.

COURS – Comment les agents économiques se financent-ils ?

II. Comment l'État se finance-t-il ?

Pour finir, l'État est dans une situation particulière. C'est le **solde budgétaire**⁹ qui va permettre à l'État de financer ses projets d'investissement. Pour mesurer le solde budgétaire, il est nécessaire de connaître les **recettes**¹⁰ et les **dépenses** de l'État et de mesurer la différence entre eux. On a donc :

$$\text{Solde} = \text{Recettes} - \text{Dépenses}$$

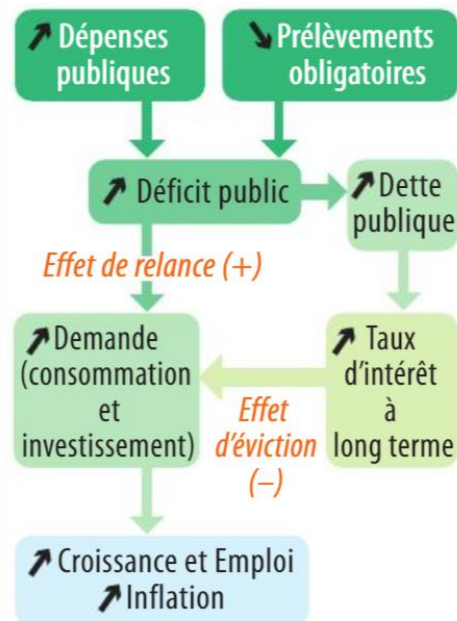
On constate que traditionnellement, le solde budgétaire de l'État français est déficitaire.

- ➔ Afin de financer ce solde budgétaire déficitaire, les États disposent de plusieurs solutions : le financement peut se faire par l'intermédiaire d'une hausse des **prélèvements obligatoires** ou bien en ayant recours à l'emprunt.
- ➔ Selon certains économistes (les keynésiens), une **politique de relance** de la demande peut être positive pour l'ensemble de l'économie et peut justifier le recours à l'emprunt et le creusement du déficit budgétaire. Pour d'autres (les libéraux), une politique de dépenses publiques financée par l'emprunt peut au contraire avoir des effets négatifs, et notamment **l'effet d'éviction**¹¹. En effet, la demande de financement public peut accaparer l'offre de financement et ainsi faire augmenter les taux d'intérêt* pour les autres emprunteurs qui ont alors plus de mal à financer leurs activités.

Schématiquement, voici ce qu'il se produit :

Quelques explications :

Il s'agit de relancer l'investissement en augmentant les dépenses et en diminuant les prélèvements obligatoires (impôts & taxes principalement). Cela creuse le déficit public car l'État dépense plus que ce qu'il possède. Le déficit public entraîne une hausse de la dette publique car pour se financer, l'État décide d'emprunter (il s'endette donc). Malgré tout, cela permet de relancer la demande globale (consommation des ménages et investissement des entreprises). Cela permet de créer les conditions de l'emploi de la croissance économique, mais crée de l'inflation hausse générale des prix**.



Source 1 : Lelivrescolaire.fr

⁹ **Solde budgétaire** : différence entre les recettes et les dépenses de l'État. Un solde positif est un excédent. Un solde négatif, quand les dépenses sont supérieures aux recettes, est un déficit budgétaire.

¹⁰ **Recettes** : lieu virtuel où se rencontrent les agents en besoin de financement qui viennent chercher des fonds et les agents en capacité de financement qui viennent prêter des fonds grâce à leur épargne.

¹¹ **Effet d'éviction** : conséquence négative de l'augmentation de la dépense publique sur le financement des agents privés. Quand il se finance, l'État peut faire appel à une épargne, ce qui augmente les taux d'intérêt et rend donc plus difficile le financement pour le secteur privé.

COURS – Comment les agents économiques se financent-ils ?

*Pourquoi donc les taux d'intérêts augmentent lorsque l'État décide d'emprunter auprès d'une banque ?

Il est important de comprendre ici que le marché des crédits fonctionne comme n'importe quel autre marché. Il est, lui aussi, soumis à la loi de l'offre et de la demande. Il faut donc bien avoir en tête que lorsque l'État a recours au **financement intermédié**, ce n'est pas pour emprunter 100 000 euros mais des milliards !! Pour une offre donnée et un taux d'intérêt d'équilibre à 1,5%, nous devons comprendre que la demande – qui résulte du besoin de financement de l'État – tire la demande vers le haut ! On se retrouve donc dans la situation où la demande est supérieure à l'offre, dans ce cas, les taux d'intérêt augmentent (par exemple, à 3%), C'est **l'effet d'éviction** : un effet boule de neige qui n'est pas souhaitée mais qui limite l'efficacité de la politique budgétaire de relance et qui freine la demande globale.

**Pourquoi la politique de relance budgétaire crée-t-elle les conditions de la croissance économique mais aussi de l'inflation ?

Comme nous l'avons dit, la politique de relance permet de relancer la demande globale, Si la demande augmente, cela signifie, entre autres, que la consommation des ménages augmente. Grâce à la baisse des prélèvements obligatoires et à la hausse des dépenses (par exemple en aides sociales), nous sommes en meilleure capacité de financement. Alors, il semble naturel de dire que nous consommerons probablement plus. Si nous consommons plus, la demande augmente. Temporairement, la demande sera plus élevée que l'offre. Par notre consommation, nous « obligeons » donc les entreprises à augmenter leur production (car c'est dans leurs intérêts de répondre à la demande). Pour augmenter leur production, les entreprises peuvent : soit investir, soit embaucher (auquel cas le chômage diminue). Alors, l'offre augmente. Cette fois, si l'offre est supérieure à la demande, les prix diminueront. Si les prix diminuent, nous consommerons plus ! Et c'est un cercle vertueux ! Nous aurons donc la situation où toujours plus de richesses sont créées, contribuant à la hausse du **Produit Intérieur Brut (PIB)** et donc à la croissance économique.

D'autre part, il faut comprendre comment la politique de relance crée de **l'inflation** : elle crée de l'inflation car la quantité de monnaie en circulation augmente. Concrètement, lorsque l'État emprunte des milliards d'euros qu'il veut investir dans l'économie, il injecte en réalité une somme importante de monnaie dans l'économie. Si la quantité de monnaie en circulation augmente, la devise (€, \$, ...) perd de sa valeur. Pourquoi ? Je te propose un exemple très concret :

*Aujourd'hui, tu connais la valeur d'un billet de 500€. Tu n'en as peut-être pas beaucoup vu dans ta vie. Si la quantité de monnaie en circulation augmente fortement, il sera peut-être plus commun de voir un billet de 500€. Imaginons que l'on en trouve partout, aussi facilement qu'une feuille d'arbre. Est-ce qu'il aura la même valeur ? Est-ce qu'il aura la même valeur qu'un sans-abri qui, lui aussi, peut posséder une telle somme ? La réponse est non. Est-ce que tu pourras continuer à acheter une baguette de pain à 1€ sachant que tu peux trouver plusieurs billets de 500€ en marchant quelques centaines de mètres dans la rue (en admettant qu'il y ait des arbres) ? La réponse est non. Alors, ton boulanger augmentera les prix : la baguette passera à 1000 €. Il y a donc **inflation**. (La démonstration contraire fonctionne : si la monnaie se fait rare, elle prend de la valeur.)*
